



Allocution de MSF au Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation à Gaza

New York, le 22 février 2024

Madame la Présidente, Excellences, chers et chères collègues,

À l'heure où je vous parle, plus de 1,5 million de personnes sont bloquées à Rafah. Les personnes qui ont été violemment contraintes de s'installer sur cette bande de terre au sud de Gaza subissent de plein fouet la campagne militaire israélienne. Nous vivons dans la crainte d'une invasion terrestre.

Nos craintes sont ancrées dans l'expérience. Il y a 48 heures à peine, alors qu'une famille était assise autour de sa table de cuisine dans une maison abritant le personnel de MSF et leurs proches, à Khan Younis, un obus de char de 120 mm a explosé à travers les murs, déclenchant un incendie, tuant deux personnes, et en brûlant gravement six autres au visage et aux mains.

Nous avons pris toutes les précautions nécessaires pour protéger les 64 membres du personnel humanitaire et les membres de leur famille d'une telle attaque en informant les parties belligérantes de l'endroit où ils se trouvaient et en marquant clairement le bâtiment avec un drapeau MSF.

Malgré nos précautions, notre bâtiment a été frappé non seulement par un obus de char, mais aussi par des tirs intenses. Certaines personnes ont été piégées dans le bâtiment en feu, tandis que les tirs actifs ont retardé l'arrivée des ambulances. Ce matin, je regarde des photos qui montrent l'étendue catastrophique des dégâts, et je regarde des vidéos des équipes de secours qui retirent les corps carbonisés des décombres.

Cette situation n'est que trop familière : les forces israéliennes attaquent nos convois, tirent sur nos hôpitaux et les prennent d'assaut, détiennent notre personnel et détruisent nos véhicules au bulldozer. Pour la deuxième fois, l'un des abris de notre personnel a été touché. Ce type d'attaques est soit intentionnel, soit révélateur d'une incompétence téméraire. Alors que je vous parle aujourd'hui, nos collègues de Gaza craignent d'être punis demain.

Madame la Présidente, chaque jour, nous sommes témoins d'une horreur inimaginable.

Comme tant d'autres, nous avons été horrifiés par le massacre perpétré par le Hamas en Israël le 7 octobre, et nous sommes horrifiés par la réponse d'Israël. Nous ressentons l'angoisse des familles dont les proches ont été pris en otage. Nous ressentons l'angoisse des familles des Palestiniens détenus arbitrairement par Israël à Gaza et en Cisjordanie.

En tant qu'humanitaires, nous sommes consternés par la violence contre les personnes civiles. Ces morts, ces destructions et ces déplacements forcés sont le résultat de choix militaires et politiques qui ne tiennent absolument pas compte de la vie des personnes civiles. Ces choix auraient pu être faits – et peuvent encore l'être – de manière très différente.

Pendant 138 jours, nous avons été témoins de la souffrance inimaginable de la population de Gaza. Pendant 138 jours, nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour apporter une réponse humanitaire significative. Pendant 138 jours, nous avons assisté à l'anéantissement systématique d'un



système de santé que nous avons soutenu pendant des décennies.

Cette situation est le point culminant d'une guerre qu'Israël mène contre l'ensemble de la population de la bande de Gaza – une guerre de punition collective, une guerre sans règles, une guerre à tout prix.

Les droits et les principes dont nous dépendons collectivement pour permettre l'assistance humanitaire sont maintenant érodés au point de devenir insignifiants.

Madame la Présidente, la réponse humanitaire à Gaza aujourd'hui est une illusion – une illusion commode qui perpétue l'idée que cette guerre est menée dans le respect du droit humanitaire.

Les appels à une augmentation de l'aide humanitaire ont résonné dans cet hémicycle. Pourtant, à Gaza, nous en avons de moins en moins chaque jour : moins d'espace, moins de médicaments, moins de nourriture, moins d'eau, moins de sécurité. Nous ne parlons plus de renforcement de l'aide humanitaire, nous parlons de survie, privés du strict minimum.

Aujourd'hui à Gaza, les efforts d'assistance sont aléatoires, opportunistes et totalement inadaptés. Comment pouvons-nous fournir une assistance essentielle dans un environnement où la distinction entre les personnes civiles et les combattants n'est pas prise en compte?

Comment pouvons-nous maintenir une réponse lorsque les membres du personnel médical sont pris pour cible, attaqués et vilipendés pour avoir aidé les personnes blessées?

Madame la Présidente, les attaques contre les soins de santé sont des attaques contre l'humanité.

Il n'y a plus de système de santé à proprement parler à Gaza. L'armée israélienne a démantelé les hôpitaux les uns après les autres. Ce qui reste est si peu face à un tel carnage.

L'excuse avancée est que les installations médicales ont été utilisées à des fins militaires, mais nous n'en avons aucune preuve vérifiée de manière indépendante.

Dans des circonstances exceptionnelles où un hôpital perd son statut protégé, toute attaque doit suivre les principes de proportionnalité et de précaution. Au lieu d'adhérer au droit international, nous assistons à la mise hors service systématique des hôpitaux.

Depuis le 7 octobre, nous avons été contraints d'évacuer neuf établissements de santé différents. Il y a une semaine, l'hôpital Nasser a été pris d'assaut. Le personnel médical a été contraint de partir malgré les assurances répétées qu'il pouvait rester et continuer à s'occuper des patients et des patientes.

Ces attaques aveugles, ainsi que le type d'armes et de munitions utilisées dans des zones densément peuplées, ont tué des dizaines de milliers de personnes et en ont mutilé des milliers d'autres. Nos patients et patientes souffrent de blessures catastrophiques, d'amputations, de membres écrasés et de brûlures graves. Ces gens ont besoin de soins sophistiqués et d'une rééducation intensive.

Les médecins ne peuvent pas traiter ces blessures sur un champ de bataille ou dans les cendres d'hôpitaux détruits. Il n'y a pas assez de lits d'hôpitaux, pas assez de fournitures médicales, pas assez d'approvisionnements.



Les chirurgiens n'ont pas eu d'autre choix que de pratiquer des amputations sur des enfants, sans anesthésie adéquate. Nos chirurgiens et chirurgiennes n'ont plus de gaze pour empêcher les gens de se vider de leur sang. Ils l'utilisent une fois, essorent le sang, la lavent, la stérilisent et la réutilisent pour la personne suivante.

La crise humanitaire à Gaza a laissé les femmes enceintes sans soins médicaux pendant des mois. Les femmes en travail ne peuvent pas accéder à des salles d'accouchement fonctionnelles. Elles accouchent dans des tentes en plastique et des bâtiments publics.

Les équipes médicales ont ajouté un nouvel acronyme à leur vocabulaire : WCNSF – wounded child, no surviving family, en anglais (enfant blessé, sans famille survivante).

Les enfants qui survivent à cette guerre portent non seulement les blessures visibles des traumatismes, mais aussi les blessures invisibles – celles des déplacements répétés, de la peur constante et du fait d'avoir vu des membres de leur famille littéralement démembrés sous leurs yeux. Ces blessures psychologiques ont conduit des enfants de cinq ans à peine à nous confier qu'ils préféreraient mourir.

Les dangers pour le personnel médical sont énormes. Chaque jour, nous choisissons de continuer à travailler, malgré les risques croissants. Nous avons peur. Nos équipes sont plus qu'épuisées.

Madame la Présidente, cela doit cesser. Nous, ainsi que le monde entier, observons attentivement la façon dont ce Conseil et ses membres ont abordé le conflit de Gaza.

Rencontre après rencontre, résolution après résolution, cet organe n'a pas réussi à traiter efficacement ce conflit. Nous avons vu les membres de ce Conseil délibérer et retarder les choses pendant que des personnes civiles mouraient.

Nous sommes consternés par la volonté des États-Unis d'utiliser leurs pouvoirs en tant que membre permanent du Conseil pour entraver les efforts visant à adopter la plus évidente des résolutions : celle exigeant un cessez-le-feu immédiat et durable.

À trois reprises, ce Conseil a eu l'occasion de voter pour le cessez-le-feu qui est si désespérément nécessaire et à trois reprises, les États-Unis ont utilisé leur droit de veto, encore récemment, ce mardi.

Un nouveau projet de résolution des États-Unis appelle ostensiblement à un cessez-le-feu. Cependant, il s'agit au mieux d'un message trompeur. Ce Conseil devrait rejeter toute résolution qui entraverait davantage les efforts humanitaires sur le terrain et l'amènerait à approuver tacitement la poursuite de la violence et des atrocités de masse à Gaza.

La population de Gaza a besoin d'un cessez-le-feu, non pas lorsqu'il sera « praticable », mais dès maintenant. Ils ont besoin d'un cessez-le-feu durable, et non d'une « période temporaire de calme ». En deçà, il s'agit d'une négligence grave.

La protection des personnes civiles à Gaza ne peut dépendre de résolutions de ce Conseil qui instrumentalisent l'esprit humanitaire pour brouiller les objectifs politiques. La protection des personnes civiles, des infrastructures civiles, du personnel de santé et des établissements sanitaires incombe avant tout aux parties au conflit, mais il



s'agit également d'une responsabilité collective – une responsabilité qui incombe à ce Conseil et à ses membres individuels, en tant que parties aux Conventions de Genève.

Les conséquences de l'abandon du droit humanitaire international se feront sentir bien au-delà de Gaza. Elles pèseront durablement sur notre conscience collective. Il ne s'agit pas seulement d'inaction politique, c'est devenu une complicité politique.

Il y a deux jours, le personnel et les familles de MSF ont été attaqués et ont trouvé la mort dans un endroit qu'on leur avait promis de protéger. Aujourd'hui, notre personnel est de retour au travail, risquant à nouveau leur vie pour soigner les gens. Et vous, qu'êtes-vous prêts à risquer?

Nous exigeons les protections promises par le droit humanitaire international.

Nous exigeons un cessez-le-feu de la part des deux parties.

Nous exigeons l'espace nécessaire pour transformer l'illusion de l'assistance en une assistance réelle.

Que ferez-vous pour rendre cela possible?

Merci, Madame la Présidente.

Christopher Lockyear

Secrétaire général

Médecins Sans Frontières